

UE : une présidence allemande à point nommé

Jusqu'en décembre, c'est Berlin qui préside l'Union européenne, à un moment charnière et décisif. Pour le plan de relance du marché unique comme pour le sort du Brexit. Explications.

Il y a un an, beaucoup s'interrogeaient à Berlin sur la fin du quatrième mandat d'Angela Merkel, en septembre 2021. Allait-elle tenir jusqu'à là ? N'aurions-nous pas des élections anticipées ? C'était compter sans l'art du rebond dont la Chancelière a toujours su faire preuve. En quelques semaines, l'épidémie est venue balayer ces conjectures politiciennes.

Calme et déterminée, respectueuse des prérogatives des Länder sans taire ses opinions personnelles, Angela Merkel a géré la crise sanitaire avec un aplomb rare (et un peu de chance). Résultat : sa popularité est remontée en flèche, renforçant son sceptre à un moment crucial. Car depuis ce matin, c'est l'Allemagne qui préside, pour six mois, le Conseil des ministres européens.

Intérêts communs

Le semestre de présidence tournante est désormais plus technique que politique. « **Mais avoir l'Allemagne aux manettes dans un moment si délicat, c'est plus que technique, souligne un diplomate français. C'est décisif pour un accord à Vingt-Sept sur le plan de relance.** »

Eh oui, le virus a ravivé l'autorité de la Chancelière et ressuscité le couple franco-allemand. L'accord trouvé le 18 mai, entre Paris et Berlin, est l'ossature de l'accord en négociation d'ici au sommet du 17 juillet. Pour la première fois, l'Allemagne accepte un endettement en commun de l'UE. Par idéalisme ? Pas vraiment. Par conviction européenne ? En partie. Par intérêt bien compris ? Sans



Angela Merkel accueillait lundi Emmanuel Macron au château de Meseberg, près de Berlin.

PHOTO : HAYOUNG JEON, EPA/MAXPPP

aucun doute.

« **Dans chaque Mercedes il y a un tiers de made in Italy** », aime rappeler Enrico Letta, l'ancien président du Conseil italien. En frappant durement la Lombardie, l'épidémie a aussi affecté l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des industriels allemands. « **Il est dans l'intérêt de l'Allemagne que l'Union européen-**

ne ne s'effondre pas », résumait ce week-end Angela Merkel dans un entretien au Monde.

Une façon aussi pour la Chancelière de corriger l'image qui lui colle à la peau depuis la crise financière, à savoir d'avoir davantage prôné une Europe allemande que défendu une Allemagne européenne ? Sans doute. Restent les faits : dans un monde

de brutes et au pied d'une montagne de dettes, les intérêts allemands et les intérêts européens sont alignés. Du « Green Deal » de la Commission européenne au plan de relance, du Brexit aux relations avec la Chine et les États-Unis, les chantiers ne manqueront pas d'ici au 31 décembre.

Laurent MARCHAND.

« Nokia continuera à jouer un rôle clé à Lannion »

Le groupe de télécoms a annoncé un plan social impliquant 1 233 postes supprimés, dont 402 à Lannion (Côtes-d'Armor). « L'implantation du site n'est pas remise en cause », dit le président France.

Entretien

Thierry Boisson, président de Nokia France et vice-président de Nokia Monde.



Comment justifiez-vous ce plan social, sachant que le précédent n'est pas terminé ?

L'annonce s'inscrit dans le cadre d'un programme mondial de réduction des coûts et d'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Ce programme, dans un marché sous tension avec une forte pression sur les

prix, a déjà donné lieu à des réorganisations dans plusieurs pays. En France, la mise en œuvre se fera en 2021.

Avec les 402 suppressions, le site de Lannion passerait sous la barre des 500 salariés. Un site de cette taille est-il viable ?

Le détail des projets de suppression de postes par site sera discuté avec les instances représentatives à partir du 6-7 juillet. Le site de Lannion n'est pas remis en cause. Il va continuer à héberger des activités importantes.

Pouvez-vous garantir aux salariés que Nokia a encore un avenir à Lannion ?

Nokia est un acteur important de l'écosystème local et nous allons continuer à jouer un rôle clé dans tous les projets sur lesquels nous sommes

investis depuis de nombreuses années. Nous allons également continuer à interagir avec les universités, écoles d'ingénieurs locales et les instituts de recherche.

Nokia a bénéficié du crédit impôt recherche pour étoffer ses équipes d'ingénieurs. Or, l'essentiel du plan concerne la R & D. Pourquoi ?

Le Crédit impôt recherche (CIR) est une subvention de recherche, calculée sur le montant des dépenses engagées dans la Recherche et le Développement.

Le projet de transformation que nous avons annoncé le 22 juin s'inscrit dans un programme global qui vise notamment pour la R & D à simplifier notre portefeuille produits, réorganiser nos implantations de R & D pour supprimer les doublons et

gagner en agilité et augmenter le recours à l'automatisation. Cette transformation est nécessaire pour renforcer notre position concurrentielle et atteindre un niveau de rentabilité durable sur un marché très compétitif.

Les postes supprimés sont-ils appelés à être délocalisés dans d'autres pays, comme l'Inde ou la Roumanie ? Les salariés pourront-ils être reclassés à Nozay (Essonne) ?

L'objectif serait de réorganiser nos implantations de R & D en s'appuyant sur des sites spécialisés par domaine d'activité. Comme toujours, tout sera fait pour repositionner les salariés.

Recueilli par Renée-Laure EUZEN.

L'Europe entrouvre ses frontières

L'Union européenne tente d'afficher son unité en s'ouvrant aux voyageurs des pays où le virus est sous contrôle. Pas simple...

Que ce fut dur ! À moins de douze heures de la date limite et du transfert de la présidence tournante entre la Croatie et l'Allemagne, l'Union européenne est parvenue à sortir une liste commune de quinze pays, dont les ressortissants vont être autorisés à entrer dans l'UE à compter de ce mercredi 1^{er} juillet. Les voyages « **non essentiels** » vers l'Europe étaient suspendus depuis la mi-mars.

Pas de surprise majeure. C'est feu vert pour l'Algérie, l'Australie, le Canada, la Géorgie, le Japon, le Monténégro, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, le Rwanda, la Serbie, la Corée du Sud, la Thaïlande, la Tunisie et l'Uruguay, où la circulation du virus est faible. Feu rouge en revanche pour les États-Unis et la Turquie. Et feu orange pour la Chine, qui passera au vert uniquement si Pékin autorise les visiteurs venant de l'UE. Une condition qui n'est pas imposée à des pays dont les frontières restent fermées aux Européens, comme le Maroc ou l'Algérie...

L'idée est simple : rouvrir au compte-gouttes l'Europe, en actualisant la liste tous les quinze jours. Mais parvenir à un large consensus, ou au moins, à la majorité qualifiée requise (approbation par 55 % des États



Contrôles douaniers à l'aéroport international de Roissy-Charles-de-Gaulle.

PHOTO : PHILIPPE WOJAZER, REUTERS

membres, représentant au moins 65 % de la population totale de l'UE) s'est révélé très compliqué.

C'est d'autant plus étonnant que la liste n'est pas contraignante juridiquement ! Les pays de l'UE sont souverains sur le contrôle de leurs frontières. Afficher un minimum d'unité, pour se coordonner, s'est heurté aux intérêts économiques divergents, notamment sur la manne touristique. Très dépendante, la Grèce avait rouvert dès le 15 juin ses aéroports à plusieurs pays hors UE, dont... la Chine.

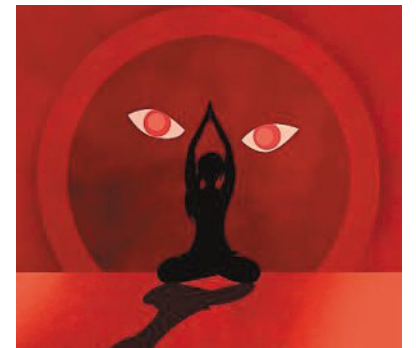
Yoga : les abus sexuels étaient connus

Deux enquêtrices affirment que l'organisation Sivananda a attendu plus de dix ans avant d'évincer un dirigeant accusé d'abus sexuels.

De nombreux pratiquants le suspectaient, un rapport d'enquête le confirme. Les allégations d'abus sexuels à l'encontre d'un dirigeant de l'organisation de yoga Sivananda (*lire O-F du 27 juin*) étaient connues des sept autres membres du conseil de direction dès l'année 2000. « **Des allégations qui se sont pourtant répétées au moins jusqu'en 2010 avant que l'auteur présumé ne soit mis à la retraite en 2013** », rapporte la juriste Carol Merchasin.

Avec une psychothérapeute, l'avocate californienne a entendu plus de trente femmes qui se disent victimes de harcèlement sexuel, et même de viols, au sein de cette école de yoga dotée de plus de quatre-vingts sites dans le monde et très présente en Occident. Sept d'entre elles ont témoigné contre cet homme d'origine italienne dans le rapport rendu public hier.

« **J'ai interrogé une ancienne membre du conseil de direction qui affirme avoir rapporté un cas d'inconduite devant l'ensemble du conseil en 2000** », explique l'avocate. Selon cette femme, l'auteur présumé aurait reconnu les faits devant ses pairs avant d'ajouter qu'il ne recommencerait pas. « **Le conseil a pris acte et est**



Un rapport d'enquête sur les abus sexuels au sein de Sivananda a été publié hier.

PHOTO : CORINE MONNERIE, OUEST-FRANCE

passé à autre chose », indique encore l'avocate qui a corroboré ce témoignage. Bizarrement, la dirigeante qui avait donné l'alerte a été écartée du conseil quelques mois plus tard à l'occasion d'un vote où elle n'était pas présente.

Les membres actuels du conseil, dont plusieurs siégeaient déjà à l'époque, n'ont pas souhaité répondre aux enquêtrices ni commenter ces allégations. Ils rappellent toutefois « **qu'une politique anti-harcèlement a été mise en place dès 2007** » au sein de l'organisation.

Stéphane GALLOIS.

Le monde et l'Europe en bref

Dissolution d'une unité des forces spéciales allemandes

Certains de ses membres ont été ou seraient toujours liés à la mouvance d'extrême droite. La ministre allemande de la Défense a annoncé hier la dissolution du commando KSK, une unité des forces spéciales, secouée depuis 2017 par une série de scandales. La « disparition » de 48 000 munitions et 62 kg d'explosifs des stocks de l'unité, perdus ou volés, ont conduit le gouvernement à faire le ménage.

Israël pas pressé de clarifier sa position sur la Cisjordanie

Que va faire Benjamin Netanyahu ? Selon l'accord passé en mai entre le Premier ministre et son ancien rival désormais allié Benny Gantz, leur gouvernement d'union doit se prononcer, à partir d'aujourd'hui, sur la mise en œuvre du plan américain pour le Proche-Orient, qui prévoit notamment l'annexion de colonies et de la vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée. Gantz a dit lundi que la date du 1^{er} juillet n'était pas « sacrée » et Netanyahu est resté silencieux.

L'Iran confirme les cinq ans de prison pour Fariba Adelkhah

Le ministère iranien de la Justice a annoncé hier que la peine de cinq

ans de prison pour la chercheuse franco-iranienne avait été confirmée en appel. Fariba Adelkhah, 61 ans, avait été arrêtée en juin 2019 et accusée de « collusion en vue d'attenter à la sûreté nationale ». La spécialiste du chiisme a toujours clamé son innocence et Paris a condamné un verdict « politique ». Par ailleurs, l'opposant Rouhollah Zam, qui disposait du statut de réfugié en France, a été condamné à mort. Accusé d'avoir joué un rôle actif dans les manifestations contre le pouvoir en 2017 et 2018 en Iran, Zam est détenu depuis octobre 2019.

Des émeutes après le meurtre d'un chanteur en Éthiopie

Trois personnes ont été tuées et plusieurs grièvement blessées hier, à Addis-Abeba et dans la région d'Oromia, au cours de manifestations contre le meurtre de Hachalu Hundessa. Le célèbre chanteur a été tué par bal le lundi soir dans la capitale. Il était l'une des voix fortes de l'ethnie oromo, majoritaire, pendant les années de manifestations antigouvernementales qui ont porté au pouvoir Abiy Ahmed en 2018. Ces violences ont conduit le gouvernement à couper Internet à Addis-Abeba et soulignent la fragilité de la transition démocratique mise en œuvre par le Premier



De jeunes Népalais manifestent à distance pour dénoncer l'incurie de leur gouvernement face à la pandémie de Covid-19, dont les cas flambent dans le pays.

PHOTO : NAVESH CHITRAKAR, REUTERS

Erdoğan fait fermer l'université de son ex-Premier ministre

Mieux vaut ne pas se fâcher avec le

président turc ! Recep Tayyip Erdoğan a fermé hier par décret une université cofondée par Ahmet Davutoğlu, l'un de ses ex-fidèles, Premier ministre de 2014 à 2016, devenu un opposant. En 2010, les deux hommes

avaient inauguré ensemble l'université Sehir, à Istanbul, destinée à former la nouvelle élite islamico-conservatrice. Davutoğlu, qui a lancé l'an dernier le Parti de l'avenir, dénonce une « **vengeance politique** ».

Aux Philippines, la « guerre à la drogue » tue 122 enfants

Un rapport de l'organisation mondiale contre la torture, publié hier, a comptabilisé 122 enfants de moins de 17 ans tués dans des opérations de police ou de paramilitaires contre le trafic de drogue, entre 2016 et 2019. Le chiffre serait sous-estimé, selon plusieurs médias.

Ping-pong diplomatique entre l'UE et le Venezuela

Le président vénézuélien se venge. Après des sanctions de l'Union européenne contre onze responsables vénézuéliens, Nicolas Maduro a donné soixante-douze heures à Isabel Brilhante Pedrosa, ambassadrice de l'UE, pour faire ses valises et quitter le pays. Josep Borell, chef de la diplomatie de l'UE, a annoncé hier que Bruxelles rendrait la pareille à Caracas.

Pologne : Andrzej Duda a obtenu 43,50 % des voix

Le second tour aura lieu dimanche 12 juillet. Selon les résultats officiels communiqués hier, le président sortant conservateur Andrzej Duda est arrivé dimanche en tête du premier tour de la présidentielle avec 43,50 % des voix contre 30,46 % à l'opposant et maire de Varsovie Rafal Trzaskoski.